

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2117

10 septembre 2011

SOMMAIRE

Agave S.A.	101570	LuxStrategy S.A.	101584
Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch	101616	LuxTrust S.A.	101584
Brokerage Invest S.à r.l.	101586	Marelo S.A.	101609
Car International Finance S.A.	101571	Marlipar Holdings S.à. r.l.	101584
Castelino Investments S.A., SPF	101573	Marlipar Investments S.à r.l.	101585
CEREP Corvin Three S.à r.l.	101591	Martinson Trigon Holdings S.A.	101585
Desdan Holding S.A.	101570	Martinson Trigon Holdings S.A.	101585
European Walls	101570	Mauboussin SAS	101609
Ficus S.A.	101572	Maxtor Luxembourg S.à r.l.	101585
Fidam	101573	Medacta S.A.	101615
Financière Blandine Spf S.A.	101571	Medacta S.A.	101616
Interport International S.A.	101591	Media Lario International S.A.	101590
Interport International S.A.	101591	Melus SPF S.A.	101574
IREEF - G45 Hamburg PropCo S.à r.l. ..	101591	Men Sana S.à r.l.	101590
Jardin du Soleil	101595	Metaform S.à r.l.	101616
Kaly S.à r.l.	101596	Miolux S.à r.l.	101590
Kleopatra Lux 2 S.à r.l.	101595	Modacin Luxembourg	101590
Lamda Investments S.A.	101583	Modeba Sàrl	101616
Layetana Development Partners 1 - LUX, GP, S.à r.l.	101596	Mountmellick	101591
LeverageSource S. à r.l.	101596	MVW International Holding Company S.à r.l.	101574
Liane S.A.	101584	NPG Wealth Management S.à r.l.	101591
Libo S.A.	101608	Quotapart SPF S.A.	101572
LifCorp. S.à r.l.	101586	Salp Europe S.A.	101573
LifCorp. S.à r.l.	101591	SR Property Investments S.A.	101572
Lion Retail Holding S.à r.l.	101609	SunEd Reserve Luxco Holdings III	101609
Lone Star Capital Investments S.à r.l. ...	101608	Toyo Engineering Europe	101596
Longchamp s.à r.l.	101584	Toyo Engineering Europe S.à r.l.	101596
Loria International S.A.	101608	Valauchan Sopaneer International S.C.A.	101571

European Walls, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 170A, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 143.144.

Mesdames, Messieurs, les actionnaires de la société, sont convoqués par la présente à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société le *30 septembre 2011* à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire aux comptes portant sur les exercices sociaux de 2009 et de 2010;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour les exercices sociaux de 2009 et de 2010;
4. Affectation des résultats;
5. Divers.

Pour accéder à l'assemblée générale, Mesdames, Messieurs les actionnaires, ayant des actions au porteur, sont priés de se présenter au bureau de l'assemblée générale avec les certificats originaux.

Les procurations doivent être produites au bureau également en original.

Référence de publication: 2011125526/18.

Agave S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.102.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 4 août 2011, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *28 septembre 2011* à 17.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011120128/795/18.

Desdan Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 81.199.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *20 septembre 2011* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 2009, 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011119620/696/17.

Financière Blandine Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 65.114.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 29 septembre 2011 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011126787/795/15.

Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 52.454.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 20 septembre 2011 à 11:00 heures en l'étude de Me HELLINCKX sise au 101 rue Cents à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la société par apport en numéraire;
2. Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires commanditaires et d'un actionnaire commandité de la Société;
3. Souscription de la totalité des actions ordinaires nouvelles à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital par la société «SOPAN POLSKA Spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia»;
4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum de 50% des actions émises est requis pour délibérer sur les points de l'ordre du jour. Si le quorum n'était pas atteint, une 2^e Assemblée portant sur ces points devra être convoquée. Les résolutions pour être valables devront réunir les 2 tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2011122796/795/21.

Car International Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 12.565.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 19 septembre 2011 à 10.00 heures à Lugano (CH), Riva Vela 12, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Nomination d'un mandataire spécial aux fins de participer à l'assemblée générale ordinaire de la société PALMERA IMPERIAL S.L., dont le siège social est établi à Los Cristianos (Santa Cruz de Tenerife), qui se tiendra le 23 septembre 2011 à 14.30 heures auprès du Studio du Dott. Giuseppe Baladin et du Dott. Cristiano Carli à Bassano del Grappa (Italie), Via Trieste 14.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011119619/696/15.

SR Property Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 129.804.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 septembre 2011 à 10h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2011, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011121256/1017/16.

Ficus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.103.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 4 août 2011, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 28 septembre 2011 à 17.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011120130/795/18.

Quotapart SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.635.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 3 août 2011, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 27 septembre 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011120132/795/18.

Salp Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 71.694.

The Shareholder is invited to assist at the

ANNUAL GENERAL MEETING

scheduled on *September 19, 2011* at 2 p.m. at the registered address of the Company in Luxembourg, 63-65, rue de Merl, L-2146, with the following Agenda:

Agenda:

1. Submission and approval of the reports of the Board of Directors and the reports of the Statutory Auditor for the financial years ended as of December 31, 2008, December 31, 2009, and December 31, 2010;
2. Submission and approval of the balance sheets, the profit and loss statements and annexes for the financial years ended as of December 31, 2008, December 31, 2009 and December 31, 2010;
3. Allocation of the results;
4. Discharge to the Managing Director, the Directors and the Statutory Auditor for the mandate they performed for the financial years ended as of December 31, 2008, December 31, 2009 and December 31, 2010;
5. Renewal of the mandate of the Directors, Michel THIL, Carlos MARQUES and Raymond van HERCK and of the Managing Director, Raymond van HERCK, until the Annual General Meeting which will be held in 2012;
6. Acknowledgement of the resignation of Helon Koenraad as Statutory Auditor of the Company and appointment of A3T S.A. as new Statutory Auditor until the Annual General Meeting of the Company which will be held in 2012;
7. Decision relating to Article 100 of the Law on commercial companies of August 10, 1915, as subsequently amended;
8. Granting of powers to Luxembourg Marine Services S.A.;
9. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011121758/1066/26.

Castelino Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 154.092.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement lieu le *19 septembre 2011* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011122800/795/15.

Fidam, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 89.058.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav FIDAM à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 septembre 2011* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 avril 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles auprès du siège social de la Sicav.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501 / e-mail : ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011122798/755/25.

Melus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.477.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 20 septembre 2011 à 13:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août sur les sociétés commerciales
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011122802/795/17.

MVW International Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 163.278.

—
STATUTES

In the year two thousand eleven, on the twenty-second day of August.

Before Us Francis Kessler, Civil law notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

International Hotel Licensing Company S.à r.l., a Luxembourg limited liability company, existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and having its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 067.136, hereby represented by Ms. Sophie Henryon, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» (limited liability company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company (the «Company»), governed by the present Articles and by the Luxembourg law and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 2. The Company will exist under the name of MVW International Holding Company S.à r.l..

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds,

debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, to any affiliated companies or to any other company being part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad. In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share Capital - Shares

Art. 7. The issued capital of the Company is set at twenty-five thousand United States dollars (USD 25,000.-) divided into two hundred fifty (250) shares, with a nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each, all of which are fully paid up. In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 9. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted by unanimous decision of the shareholders. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price, it being understood that the amount may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers will constitute a board of managers of at least 2 (two) persons and will be appointed as class A manager(s) and class B manager(s). The managers need not to be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or the sole manager (as the case may be).

The Company shall be bound by the signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

The board of managers or the sole manager may sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers/sole manager will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 12. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

At least one class A and one class B managers present in person or represented in Luxembourg are a quorum. Any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favor of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

General meetings of shareholders

Art. 13. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each share-

holder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg on within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 14. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual Accounts

Art. 15. The Company's financial year begins on 1st of January and closes on 31st December of the same year.

Art. 16. Each year, as of 1st of January, the board of managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 18. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital are decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 20. Notwithstanding the provisions of article nineteen, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 22. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 23. The Company is governed by the laws of Luxembourg.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on 31st December 2012.

Subscription - Payment

All the 250 (two hundred fifty) shares have been entirely subscribed by the appearing party, named above and represented as stated above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following managers:

i) Are appointed as class A managers:

- Mr. David Craig Chaikin, private employee, born on November 20th 1973, at New York, New York, United States of America, residing at 40, rue Jean Schoetter, L-2523 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Ms. Irene Diego Tejedor, private employee, born on May 24th 1986 in Salamanca, Spain, residing at 34, rue des Prés, L-2349 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Mark Bole, company director, born on January 19th 1959 in Maryland, United States of America, residing at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

ii) Are appointed as class B managers:

- Mr. Reiner Sachau, company director, born on March 28th, 1962 at Kellinghusen, Germany, residing at Feuerbachs-trasse 14, 60325 Frankfurt, Germany; and

- Mr. Michel Miserez, company director, born on April 12th, 1965 at Gent, Belgium, residing at Friedrichstrasse 35 - Kronweg, 61476 Germany.

The managers shall serve for an undetermined duration.

In accordance with article ten of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

2) The Company shall have its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, know to the notary by his name, surname, civil status and residence, said proxyholder signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deux août.

Par-devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

International Hotel Licensing Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg et ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre du commerce et des Sociétés sous le numéro B 067.136, représentée par Mme. Sophie Henryon, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit:

Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. La société existera sous la dénomination MVW International Holding Company S.à r.l..

Art. 3. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, aux entités affiliées et aux autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements, aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci, y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts. La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les

actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique s'il y a lieu.

Capital social - Parts sociales

Art. 7. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt-cinq mille dollars américains (25,000.- USD) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars américains (100.- USD) chacune, toutes entièrement souscrites. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 8. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 9. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société ou de l'associé unique (selon le cas). Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où la Société dispose de sommes distribuables suffisantes eut égard au surplus du prix de rachat, étant entendu que le montant n'excédera pas les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté par les bénéfices reportés et les réserves disponible moins les pertes et les sommes devant être attribuées à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts. Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance d'au minimum 2 (deux) personnes et seront nommés gérant(s) de classe A et gérant(s) de classe B. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants sont nommés et leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix, ou en cas de gérant unique, par décision de ce gérant unique. La rémunération des gérants peut être modifiée par résolution de l'assemblée générale des associés prises dans les mêmes conditions de majorité. Les gérants peuvent être révoqués et remplacés à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes ou par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique, peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de son/ces agent(s), la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 11. Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires de la Société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Il choisira également un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant. Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature même de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié. Les réunions du conseil de gérance se tiendront

valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés à Luxembourg et forment le quorum de présence. Tout autre gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex ou par tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants. Une fois le quorum réuni, tout autre gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Sous réserve de ce qui est autrement prévu par les statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, avec le vote d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B en faveur de la décision. La Société peut établir des bureaux et des succursales sous réserve d'une décision unanime du conseil de gérance.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou deux gérants.

Les résolutions approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que des résolutions adoptées à une réunion du conseil de gérance. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu. Les résolutions écrites peuvent être transmises par courrier ordinaire, fax, câble, télégramme, télex, par moyen électronique, ou par tout moyen de télécommunication approprié.

Assemblée générale des associés

Art. 13. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 14. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée. Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable. Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé. Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera immédiatement convoquée par lettre recommandée. Lors de cette deuxième assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social de commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à partir du 1^{er} janvier, le conseil de gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société. Dans le même temps, le conseil de gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 17. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 18. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination. A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/ pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Lorsque les seuils déterminés par les lois luxembourgeoises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 20. Nonobstant les dispositions de l'article dix-neuf, l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi ou le cas échéant l'associé unique doivent donner leur accord à la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi qu'aux termes et conditions de celle-ci.

Art. 22. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique (selon le cas) qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 23. La Société est régie par les lois luxembourgeoises.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2012.

Souscription - Libération - Apports

Toutes les 250 (deux cent cinquante) parts sociales ont été souscrites par la partie comparante, ci-dessus nommée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société sera gérée par les gérants suivants:

i) Sont nommés gérants de classe A:

- Monsieur David Craig Chaikin, employé privé, né le 20 novembre 1973 à New York, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 40, rue Jean Schoetter, L-2523 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mademoiselle Irene Diego Tejedor, employée privée, née le 24 mai 1986 en Salamanque, Espagne, demeurant au 34, rue des Prés, L-2349 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Mark Bole, directeur de sociétés, né le 19 janvier 1959 dans le Maryland, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ii) Sont nommés gérants de classe B:

- Monsieur Reiner Sachau, directeur de sociétés, né le 28 mars 1962 à Kellinghusen, Allemagne, demeurant au 14 Feuerbachstrasse, 60325 Frankfurt, Allemagne; et

- Monsieur Michel Miserez, directeur de sociétés, né le 12 avril 1965 à Gand, Belgique, demeurant au 35 Friedrichstrasse, 61476 Kronweg, Allemagne.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société est engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B

2) Le siège social de la Société est établi au 102, rue des Maraîchers, L2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kesseler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 août 2011. Relation: EAC/2011/11420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011124803/497.

(110143731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Lamda Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.845.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 18 juillet 2011

Monsieur David GIANNETTI, administrateur de sociétés, né à Briey (France), le 19 décembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Madame Adela IANCU, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LAMDA INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011100266/17.

(110114353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Liane S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 23.428.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social le 31 décembre 2010

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LIANE S.A. a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société LIANE S.A., en liquidation, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans suivant la liquidation à son ancien siège social de LIANE S.A. sis au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le liquidateur

Référence de publication: 2011100268/15.

(110114082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

LuxStrategy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 155.263.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011100264/10.

(110114406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

LuxTrust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 112.233.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011100265/10.

(110114100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Longchamp s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 46.725.

Les documents de clôture de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch.

Pour LONGCHAMP S.à r.l.

AREND CONSULT S.A R.L.

Mersch

Signature

Référence de publication: 2011100272/14.

(110113629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Marlipar Holdings S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 113.638.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Marlipar Holdings S.à r.l.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2011100282/11.

(110114261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Marlipar Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 113.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Marlipar Investments S.à r.l.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2011100283/11.

(110114260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Martinson Trigon Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 82.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100284/10.

(110114231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Martinson Trigon Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 82.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100285/10.

(110114232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Maxtor Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 54.530.800,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 86.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100286/11.

(110114476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

LifCorp. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.108.175,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 130.625.

Brokerage Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.493.096,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 135.360.

—
MERGER PROPOSAL

This merger is to be carried out by way of absorption of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) Brokerage Invest S.à r.l. by its sole shareholder, the private limited liability company (société à responsabilité limitée) LifCorp S.à r.l.

The board of managers of LifCorp S.à r.l. (the Absorbing Company) and the board of managers of Brokerage Invest S.à r.l. (the Company Ceasing to Exist, together with the Absorbing Company, the Merging Companies) have decided to draw up the following draft terms of the merger in accordance with the provisions of article 261 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

1. Description of the contemplated merger. The respective board of managers of the Merging Companies propose to carry out a merger which will imply the transfer of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Absorbing Company, in accordance with the provisions of article 278 of the Law (the Merger).

The purpose of the Merger is the simplification of the holding structure within the Merging Companies' group. The envisaged restructuring aims to optimize the structure cost and facilitate the management of the holding structure.

The Merging Companies belong to the same group of companies, the Merger being considered as an internal restructuring of the said group, with the Company Ceasing to Exist fully owned by Absorbing Company.

The managers of the Merging Companies mutually undertake to take all required steps in order to carry out the Merger, in accordance with the conditions detailed hereafter and set out, hereby, the Merger Proposal.

In accordance with article 272 of the Law, the Merger will take effect between the Company Ceasing To Exist and the Absorbing Company when the concurring decisions of the said companies shall have been adopted, i.e. on the date of the last general meeting of the shareholders of the Merging Companies approving the proposed Merger (the Effective Date).

The Merger shall only take effect towards third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders of each of the Merging Companies, in accordance with article 9 and article 273 (1) of the Law.

In accordance with article 2.2, the Merger shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from July 1, 2011.

2. Information provided under article 261 (2) of the Law.

2.1. Type of legal entity, name and registered office of the Merging Companies

- The Absorbing Company

The Absorbing Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, Incorporated pursuant to a deed of Maître Patrick Serres, acting in replacement of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated July 30, 2007, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2077, on September 24, 2007, page 99671.

The Absorbing Company has its registered office at 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, and is registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 130.625. it has a share capital of EUR 22.108.175,00.-.

The articles of association of the Absorbing Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated November 6, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 2881 on December 2, 2008, page 138259.

- The Company Ceasing to Exist

The Company Ceasing to Exist is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Luxembourg dated December 11, 2007, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 358, on February 12, 2008, page 17157.

The Company Ceasing to Exist has its registered office at 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, and is registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 135.360. it has a share capital of EUR EUR 6.493.096,00.-

The articles of association of the Absorbing Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 30, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 731 on March 26, 2008, page 35086.

2.2. Date as of which the operations of the Company Ceasing To Exist shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company

The operations of the Company Ceasing to Exist shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from July 1, 2011 (including that day).

In accordance with article 1, from a legal point of view, the Merger will take effect on Effective Date.

2.3. Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to holders of securities other than shares

All shares of the Company Ceasing to Exist are identical and confer the same rights and advantages to their holder so that no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Absorbing Company to anyone.

2.4. Special advantages granted to the experts referred to in article 266 of the Law (if any), to the members of the board of managers of the Merging Companies and to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law

Neither the experts referred to in article 266 of the Law (if any), nor the members of the board of managers of the Company Ceasing to Exist, the members of the board of managers of the Absorbing Company and any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law, shall be entitled to receive any special advantages in connection with or as a result of the Merger.

3. Consequences of the Merger. The Merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 278 of the Law and in particular, as a result of the Merger, the Company Ceasing to Exist shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

The Absorbing Company will become the owner of the assets contributed by the Company Ceasing to Exist as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Company Ceasing to Exist.

The Absorbing Company shall pay, as of the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premium which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

As of the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Company Ceasing to Exist.

The rights and claims comprised in the assets of the Company Ceasing to Exist shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without novation, in all rights, whether in rem or personal, of the Company Ceasing to Exist with respect to all assets and against all debtors without any exception.

The Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Company Ceasing to Exist.

All corporate documents of the Company Ceasing to Exist shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as prescribed by the Law.

The mandates of the members of the board of managers of the Company Ceasing to Exist will be terminated on the Effective Date of the Merger. Full discharge will be given to the members of the board of managers for the performance of their respective mandates.

The mandates of the members of the board of managers and of the independent auditor(s) (Réviseur(s) d'entreprises) of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

4. Additional provisions. The undersigned mutually undertake to take all steps in their power in order to carry out the Merger in accordance with the legal and statutory requirements of both Merging Companies.

The Absorbing Company shall carry out all required and necessary formalities in order to carry out the Merger as well as the transfer of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Absorbing Company.

The shareholder of each of the Merging Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the said companies, at least one month before the date of the general meetings of the shareholder to be called to decide on the terms of the Merger:

- the Merger Proposal;
- the annual accounts of the Merging Companies for the last three financial years, if any; and
- an interim balance sheet, drawn up as per June 30, 2011.

A copy of the above mentioned documents will be granted upon request.

In case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The present document has been drawn up in Luxembourg on September 1, 2011, in original, in order to be registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, at least one month prior to the date of the general meetings of the shareholder of each of the Merging Companies to be called to decide on the terms of the Merger, in accordance with article 262 of the Law.

Suit la traduction française du texte qui précède

Cette fusion s'effectuera par voie d'absorption de la société à responsabilité limitée Brokerage Invest S.à r.l. par son associé unique, la société à responsabilité limitée LifCorp S.à r.l.

Le conseil de gérance de LifCorp S.à r.l. (la Société Absorbante) et le conseil de gérance de Brokerage Invest S.à r.l. (la Société Absorbée, et avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes) ont décidé d'établir le présent projet de fusion conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

1. Description du projet de fusion. Les conseils de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes proposent de réaliser une fusion qui implique le transfert de tout l'actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément aux dispositions de l'article 278 de la Loi (fa Fusion).

L'objectif de cette Fusion est de simplifier la structure de participation du groupe des Sociétés Fusionnantes. Le projet de restructuration vise à optimiser des coûts structurels et à améliorer la gestion de la structure de participation.

Les Sociétés Fusionnantes appartiennent au même groupe de sociétés et la Fusion est donc considérée comme une restructuration interne dudit groupe puisque la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante.

Les gérants des Sociétés Fusionnantes s'engagent à entreprendre toutes les démarches nécessaires afin de réaliser la Fusion conformément aux dispositions détaillées ci-dessous et établissent le présent Projet de Fusion.

Conformément à l'article 272 de la Loi, la Fusion sera effective entre la Société Absorbée et la Société Absorbante dès l'adoption des décisions concordantes desdites sociétés, soit à la date de la dernière assemblée générale des associés des Sociétés Fusionnantes approuvant le projet de Fusion (la Date d'Entrée en Vigueur).

La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'après la publication du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes conformément aux articles 9 et 273(1) de la Loi.

Conformément à l'article 2.2, d'un point de vue comptable, la Fusion sera traitée comme étant réalisée à partir du 1 juillet 2011.

2. Informations prévues à l'article 261 (2) de la Loi.

2.1 Forme juridique, nom et siège social des Sociétés Fusionnantes

La Société Absorbante

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte de Maître Patrick Serres, agissant en remplacement de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 2007, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 2077 le 24 septembre 2007, page 99671.

La Société Absorbante a établi son siège social au 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg et est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.625. Elle dispose d'un capital social de EUR 22.108.175,00.

Les Statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2881 le 2 décembre 2008, page 138259.

La Société Absorbée

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 11 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 358, le 12 février 2008, page 17157.

La Société Absorbée a établi son siège social au 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg et est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.360. Elle dispose d'un capital social de EUR 6.493.096,00.

Les Statuts de la Société Absorbée ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 731 le 26 mars 2008, page 35086.

2.2 Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme étant effectuées par la Société Absorbante d'un point de vue comptable

D'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme étant effectuées par la Société Absorbante à partir du 1 juillet 2011 (inclu).

Conformément à l'article 1, d'un point de vue juridique, la Fusion sera effective à partir de la Date d'Entrée en Vigueur.

2.3 Droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales

Toutes les parts sociales de la Société Absorbée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leur détenteur de sorte qu'aucun droit spécial ni compensation ne sera accordé à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

2.4 Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266 de la Loi (le cas échéant), aux membres des conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes et aux personnes (le cas échéant) dont il est question à l'article 261 (2) g) de la Loi

Ni les experts au sens de l'article 266 de la Loi (le cas échéant), ni les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée, ni les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante, ni les personnes (le cas échéant) dont il est question à l'article 261 (2) g) de la Loi ne se verront attribuer d'avantages particuliers liés à ou découlant de la Fusion.

3. Conséquences de la Fusion. La Fusion entraînera ipso jure l'ensemble des conséquences détaillées à l'article 278 de la Loi et plus particulièrement, à la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales en circulation seront annulées.

La Société Absorbante deviendra la propriétaire des actifs apportés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date d'Entrée en Vigueur, sans aucun droit de recours contre la Société Absorbée.

A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, la Société Absorbante règlera toutes les taxes, cotisations, droits, prélèvements et primes d'assurance qui seront ou pourront être dus en relation avec la propriété des biens apportés.

A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, la Société Absorbante honorera tous les contrats ou obligations, quels qu'ils soient, de la Société Absorbée.

Les droits et créances liés aux actifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec tous les effets, soit in rem, soit personnels, y attachés. La Société Absorbante sera donc subrogée, sans novation, à tous les droits, soit in rem, soit personnels, de la Société Absorbée en relation avec tous les actifs et à l'égard de tous les créanciers sans aucune exception.

La Société Absorbante supportera toutes les dettes et créances de la Société Absorbée sans distinction.

Tous les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la période prévue par la Loi.

Les mandats des membres des conseils de gérance de la Société Absorbée prendront fin à la Date d'Entrée en Vigueur de la Fusion. Entière décharge sera accordée aux membres du conseil de gérance pour l'exécution de leur mandat respectif.

Les mandats des membres du conseil de gérance et du réviseur d'entreprise de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

4. Dispositions complémentaires. Les soussignés s'engagent mutuellement à entreprendre toutes les démarches en leur pouvoir pour réaliser la Fusion conformément aux exigences légales et statutaires des deux Sociétés Fusionnantes.

La Société Absorbante accomplira toutes les formalités nécessaires et requises afin de réaliser la Fusion ainsi que le transfert de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

L'associé de chacune des Sociétés Fusionnantes aura le droit de consulter les documents suivants au siège social desdites sociétés, au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés à convoquer pour statuer sur les termes de la Fusion:

- le Projet de Fusion;
- les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices sociaux, le cas échéant; et
- un bilan intérimaire, émis au 30 Juin 2011.

Une copie des documents décrits ci-dessus sera délivrée sur demande.

En cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version Anglaise prévaudra.

Le présent document a été rédigé à Luxembourg le 1^{er} septembre 2011, en original, afin d'être déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes à convoquer pour statuer sur les termes de la Fusion, conformément à l'article 262 de la Loi.

[Remainder of the page intentionally left blank - Signature page follows]

Signed on September 1, 2011.

Brokerage Invest S.à r.l.

Represented by: Peter GOOS

Sole manager

LifCorp S.à r.l.

Represented by:

Thierry PORTÉ / Paul WOLFF / Michel WOLTER / David MORGAN / Gerardus Johannes VAN ROOIJEN / Sally ROCKER / Juanita STUDEN-KILIAAN / Machiel Jansen SCHOONHOVEN

Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager

Référence de publication: 2011126144/221.

(110144918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2011.

Media Lario International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 97.870.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 15 juillet 2011 a décidé à l'unanimité:

- d'accepter la démission de Monsieur Dennis ATKINSON de son mandat d'administrateur de la société;
- de nommer Monsieur Timothy REA, né le 20 mars 1967 à UK-Winfield et résident professionnellement à 29 Farm Street, UK-London W1J 5RL comme nouvel administrateur en remplaçant Monsieur Dennis ATKINSON avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011100287/16.

(110114120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Men Sana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7636 Ernzen, 17, Montée de Ernzen.

R.C.S. Luxembourg B 94.397.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011100288/11.

(110113937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Miolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9461 Nachmanderscheid, 8, Op d'Hei.

R.C.S. Luxembourg B 148.387.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PACKTREND SA

Rue de la Poste 4

L-8824 PERLE

Signature

Référence de publication: 2011100289/13.

(110113948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Modacin Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 559.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 125.434.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100290/11.

(110114540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Mountmellick, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 124.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011100292/9.

(110114652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Interport International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 53.180.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011100239/10.

(110113816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Interport International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 53.180.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011100240/10.

(110113817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

**IREEF - G45 Hamburg PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CEREP Corvin Three S.à r.l.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.670.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62225 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011100242/11.

(110113802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

NPG Wealth Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.512.550,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 137.191.

LifCorp. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.108.175,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 130.625.

MERGER PROPOSAL

This merger is to be carried out by way of absorption of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) LifCorp S.à r.l. by its sole shareholder, the private limited liability company (société à responsabilité limitée) NPG Wealth Management S.à r.l.

The board of managers of NPG Wealth Management S.à r.l. (the Absorbing Company) and the board of managers of LifCorp S.à r.l. (the Company Ceasing to Exist, together with the Absorbing Company, the Merging Companies) have

decided to draw up the following draft terms of the merger in accordance with the provisions of article 261 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

1. Description of the contemplated merger. The respective board of managers of the Merging Companies propose to carry out a merger which will imply the transfer of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Absorbing Company, in accordance with the provisions of article 278 of the Law (the Merger).

The purpose of the Merger is the simplification of the holding structure within the Merging Companies' group. The envisaged restructuring aims to optimize the structure cost and facilitate the management of the holding structure.

The Merging Companies belong to the same group of companies, the Merger being considered as an internal restructuring of the said group, with the Company Ceasing to Exist fully owned by Absorbing Company.

The managers of the Merging Companies mutually undertake to take all required steps in order to carry out the Merger, in accordance with the conditions detailed hereafter and set out, hereby, the Merger Proposal.

In accordance with article 272 of the Law, the Merger will take effect between the Company Ceasing To Exist and the Absorbing Company when the concurring decisions of the said companies shall have been adopted, i.e. on the date of the last general meeting of the shareholders of the Merging Companies approving the proposed Merger (the Effective Date).

The Merger shall only take effect towards third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders of each of the Merging Companies, in accordance with article 9 and article 273 (1) of the Law.

In accordance with article 2.2, the Merger shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from July 1, 2011.

2. Information provided under article 261 (2) of the Law.

2.1. Type of legal entity, name and registered office of the Merging Companies

- The Absorbing Company

The Absorbing Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, dated February 25, 2008, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 928, on April 15, 2008, page 44534.

The Absorbing Company has its registered office at 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, and is registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 137.191. It has a share capital of EUR 2.512.550,00.-.

The articles of association of the Absorbing Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Camille Mines, notary residing in Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, dated June 16, 2011, not published yet.

- The Company Ceasing to Exist

The Company Ceasing to Exist is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Patrick Serres, acting in replacement of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated July 30, 2007, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2077, on September 24, 2007, page 99671.

The Company Ceasing to Exist has its registered office at 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, and is registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 130.625. It has a share capital of EUR 22.108.175,00.-.

The articles of association of the Company Ceasing to Exist have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated November 6, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 2881 on December 2, 2008, page 138259.

2.2. Date as of which the operations of the Company Ceasing To Exist shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company

The operations of the Company Ceasing to Exist shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from July 1, 2011 (including that day).

In accordance with article 1, from a legal point of view, the Merger will take effect on Effective Date.

2.3. Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to holders of securities other than shares

All shares of the Company Ceasing to Exist are identical and confer the same rights and advantages to their holder so that no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Absorbing Company to anyone.

2.4. Special advantages granted to the experts referred to in article 266 (if any) of the Law, to the members of the board of managers of the Merging Companies and to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law

Neither the experts referred to in article 266 of the Law (if any), nor the members of the board of managers of the Company Ceasing to Exist, the members of the board of managers of the Absorbing Company and any of the persons (if

any) referred to in article 261 (2) g) of the Law, shall be entitled to receive any special advantages in connection with or as a result of the Merger.

3. Consequences of the Merger. The Merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 278 of the Law and in particular, as a result of the Merger, the Company Ceasing to Exist shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

The Absorbing Company will become the owner of the assets contributed by the Company Ceasing to Exist as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Company Ceasing to Exist.

The Absorbing Company shall pay, as of the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premium which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

As of the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Company Ceasing to Exist.

The rights and claims comprised in the assets of the Company Ceasing to Exist shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without novation, in all rights, whether in rem or personal, of the Company Ceasing to Exist with respect to all assets and against all debtors without any exception.

The Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Company Ceasing to Exist.

All corporate documents of the Company Ceasing to Exist shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as prescribed by the Law.

The mandates of the members of the board of managers of the Company Ceasing to Exist will be terminated on the Effective Date of the Merger. Full discharge will be given to the members of the board of managers for the performance of their respective mandates.

The mandates of the members of the board of managers and of the independent auditor(s) (Réviseur(s) d'entreprises) of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

4, Additional provisions. The undersigned mutually undertake to take all steps in their power in order to carry out the Merger in accordance with the legal and statutory requirements of both Merging Companies.

The Absorbing Company shall carry out all required and necessary formalities in order to carry out the Merger as well as the transfer of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Absorbing Company.

The shareholder of each of the Merging Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the said companies, at least one month before the date of the general meetings of the shareholder to be called to decide on the terms of the Merger:

- the Merger Proposal;
- the annual accounts of the Merging Companies for the last three financial years, if any; and
- an interim balance sheet, drawn up as per June 30, 2011.

A copy of the above mentioned documents will be granted upon request.

In case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The present document has been drawn up in Luxembourg on September 1, 2011, in original, in order to be registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, at least one month prior to the date of the general meetings of the shareholder of each of the Merging Companies to be called to decide on the terms of the Merger, in accordance with article 262 of the Law.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Cette fusion s'effectuera par voie d'absorption de la société à responsabilité limitée LifCorp S.à r.l. par son associé unique, la société à responsabilité limitée NPG Wealth Management S.à r.l.

Le conseil de gérance de NPG Wealth Management S.à r.l. (la Société Absorbante) et le conseil de gérance de LifCorp S.à r.l. (la Société Absorbée, et avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes) ont décidé d'établir le présent projet de fusion conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

1. Description du projet de fusion. Les conseils de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes proposent de réaliser une fusion qui implique le transfert de tout l'actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément aux dispositions de l'article 278 de la Loi (la Fusion).

L'objectif de cette Fusion est de simplifier la structure de participation du groupe des Sociétés Fusionnantes. Le projet de restructuration vise à optimiser des coûts structurels et à améliorer la gestion de la structure de participation.

Les Sociétés Fusionnantes appartiennent au même groupe de sociétés et la Fusion est donc considérée comme une restructuration interne dudit groupe puisque la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante.

Les gérants des Sociétés Fusionnantes s'engagent à entreprendre toutes les démarches nécessaires afin de réaliser la Fusion conformément aux dispositions détaillées ci-dessous et établissent le présent Projet de Fusion.

Conformément à l'article 272 de la Loi, la Fusion sera effective entre la Société Absorbée et la Société Absorbante dès l'adoption des décisions concordantes desdites sociétés, soit à la date de la dernière assemblée générale des associés des Sociétés Fusionnantes approuvant le projet de Fusion (la Date d'Entrée en Vigueur).

La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'après la publication du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes conformément aux articles 9 et 273(1) de la Loi.

Conformément à l'article 2.2, d'un point de vue comptable, la Fusion sera traitée comme étant réalisée à partir du 1^{er} juillet 2011.

2. Informations prévues à l'article 261 (2) de la Loi.

2.1 Forme juridique, nom et siège social des Sociétés Fusionnantes

La Société Absorbante

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 février 2008, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 928 le 15 avril 2008, page 44534.

La Société Absorbante a établi son siège social au 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg et est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.191. Elle dispose d'un capital social de EUR 2.512.550,00.

Les Statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte de Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 juin 2011, non encore publié.

La Société Absorbée

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte de Maître Patrick Serres, agissant en remplacement de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 30 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 2077, le 24 septembre 2007, page 99671.

La Société Absorbée a établi son siège social au 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg et est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.625. Elle dispose d'un capital social de EUR 22.108.175,00.

Les Statuts de la Société Absorbée ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2881 le 2 décembre 2008, page 138259.

2.2 Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme étant effectuées par la Société Absorbante d'un point de vue comptable

D'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme étant effectuées par la Société Absorbante à partir du 1^{er} juillet 2011 (inclu).

Conformément à l'article 1^{er}, d'un point de vue juridique, la Fusion sera effective à partir de la Date d'Entrée en Vigueur.

2.3 Droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales

Toutes les parts sociales de la Société Absorbée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leur détenteur de sorte qu'aucun droit spécial ni compensation ne sera accordé à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

2.4 Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266 de la Loi (le cas échéant), aux membres des conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes et aux personnes (le cas échéant) dont il est question à l'article 261 (2) g) de la Loi

Ni les experts au sens de l'article 266 de la Loi (le cas échéant), ni les membres du conseil de gérance de la Société Absorbée, ni les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante, ni les personnes (le cas échéant) dont il est question à l'article 261 (2) g) de la Loi ne se verront attribuer d'avantages particuliers fiés à ou découlant de la Fusion.

3. Conséquences de la Fusion. La Fusion entrainera ipso jure l'ensemble des conséquences détaillées à l'article 278 de la Loi et plus particulièrement, à la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales en circulation seront annulées.

La Société Absorbante deviendra la propriétaire des actifs apportés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date d'Entrée en Vigueur, sans aucun droit de recours contre la Société Absorbée.

A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, la Société Absorbante règlera toutes les taxes, cotisations, droits, prélèvements et primes d'assurance qui seront ou pourront être dus en relation avec la propriété des biens apportés.

A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, la Société Absorbante honorera tous les contrats ou obligations, quels qu'ils soient, de la Société Absorbée.

Les droits et créances liés aux actifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec tous les effets, soit in rem, soit personnels, y attachés. La Société Absorbante sera donc subrogée, sans novation, à tous les droits,

soit in rem, soit personnels, de la Société Absorbée en relation avec tous les actifs et à l'égard de tous les créanciers sans aucune exception.

La Société Absorbante supportera toutes ses dettes et créances de la Société Absorbée sans distinction.

Tous les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la période prévue par la Loi.

Les mandats des membres du conseil de gérance de la Société Absorbée prendront fin à la Date d'Entrée en Vigueur de la Fusion. Entière décharge sera accordée aux membres du conseil de gérance pour l'exécution de leur mandat respectif.

Les mandats des membres du conseil de gérance et du réviseur d'entreprise de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

4. Dispositions complémentaires. Les soussignés s'engagent mutuellement à entreprendre toutes les démarches en leur pouvoir pour réaliser la Fusion conformément aux exigences légales et statutaires des deux Sociétés Fusionnantes.

La Société Absorbante accomplira toutes les formalités nécessaires et requises afin de réaliser la Fusion ainsi que le transfert de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

L'associé de chacune des Sociétés Fusionnantes aura le droit de consulter ses documents suivants au siège social desdites sociétés, au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés à convoquer pour statuer sur les termes de la Fusion:

- le Projet de Fusion;
- les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices sociaux, le cas échéant; et
- un bilan intérimaire, émis au 30 juin 2011.

Une copie des documents décrits ci-dessus sera délivrée sur demande.

En cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Le présent document a été rédigé à Luxembourg le 1^{er} septembre 2011, en original, afin d'être déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes à convoquer pour statuer sur les termes de la Fusion, conformément à l'article 262 de la Loi.

[Remainder of the page intentionally left blank - Signature page follows]

Signed on September 1, 2011.

LifCorp S.à r.l. / NPG Wealth Management S.à r.l.

Represented by:

Thierry PORTÉ / Paul WOLFF / Michel WOLTER / David MORGAN / Gerardus Johannes VAN ROOIJEN / Sally ROCKER / Juanita STUDEN-KILIAAN / Machiel Jansen SCHOONHOVEN

Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager / Manager

Référence de publication: 2011126145/218.

(110144905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2011.

Jardin du Soleil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8544 Nagem, 4, Aale Wée.

R.C.S. Luxembourg B 145.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100245/10.

(110114113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Kleopatra Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.660.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 128.331.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1463 du 16 juillet 2007.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kleopatra Lux 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011100249/15.

(110114384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Kaly S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4996 Schouweiler, 17, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg B 151.550.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100251/10.

(110114370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Layetana Development Partners 1 - LUX, GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100254/11.

(110114332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

LeverageSource S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 137.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100258/11.

(110114475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

**Toyo Engineering Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Toyo Engineering Europe).**

Siège social: L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII.

R.C.S. Luxembourg B 10.490.

Im Jahr zweitausendelf

am siebenundzwanzigsten des Monats Mai.

vor dem Notar Francis Kessler, mit Sitz in Esch-sur-Alzette (Großherzogtum Luxemburg)

wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktiengesellschaft (société anonyme) "Toyo Engineering Europe" abgehalten, nachfolgend "die Gesellschaft" genannt, mit Sitz in 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, Handels- und Firmenregister Luxembourg B10490, gegründet laut Urkunde von Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit damaligem Sitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, am 10. November 1972, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial C, Nummer 195 vom 30. November 1972; die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde desselben Notars am 25. September 2006 geändert; diese Änderung wurde im Mémorial C, Nummer 2243 vom 30. November 2006 veröffentlicht.

Die Versammlung wird von Herrn Hiroshi KATO, geschäftsführendem Direktor mit Wohnsitz in 3 rue de Namur, L-2211 Luxembourg, in seiner Eigenschaft als Vorsitzender eröffnet; dieser ernennt Frau Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, Privatbeamtin, mit beruflichem Sitz in Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, zum Schriftführer der Versammlung.

Die Hauptversammlung ernennt Frau Maria SANTIAGO-DE SOUSA, Privatbeamtin, mit beruflichem Sitz in Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, zum Wahlprüfer.

Nach Konstituierung des Büros der Versammlung erklärt der Vorsitzende Folgendes zur Feststellung durch den Notar:

(i) Die Tagesordnung der Versammlung ist folgende:

1. Änderung der Rechtsform der Gesellschaft, um diese von ihrer aktuellen Form einer société anonyme [Aktiengesellschaft] in eine société à responsabilité limitée [Gesellschaft mit beschränkter Haftung] gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung umzuwandeln.

2. Annahme des Körperschaftsnamens "Toyo Engineering Europe S.à r.l.".

3. Herabsetzung der Aktienkapitals um EUR 650.000,-, so dass der jetzige Betrag von EUR 750.000,- auf EUR 100.000,- reduziert wird, durch Löschen von 2.600 Aktien mit einem Nennwert von EUR 250,-, die jeweils vom Alleinaktionär der Gesellschaft gehalten werden, und durch Zuteilung von EUR 650.000 zur verfügbaren Rücklage.

4. Änderung des Gegenstands der Gesellschaft und infolgedessen Änderung von Artikel 4 der Gesellschaftssatzung.

5. Infolge der vorausgehenden Beschlüsse, Neufassung der Gesellschaftssatzung und Annahme der Gesellschaftssatzung einer "société à responsabilité limitée" [Gesellschaft mit beschränkter Haftung] durch die Gesellschaft.

6. Verlegung des Gesellschaftssitzes, des Ortes der tatsächlichen Leitung und der Hauptverwaltung der Gesellschaft von 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg nach Via Alzata no. 10, I-24030 Villa d'Adda (BG), Italien, sowie Annahme der italienischen Nationalität durch die Gesellschaft, infolge ihrer Eintragung im Handelsregister von Bergamo ("Registro delle Imprese"), Italien.

7. Annahme des Körperschaftsnamens "Toyo Engineering Europe S.r.l.".

8. Genehmigung der Interim-Bilanz zum 30. April 2011 nach italienischem Recht.

9. Rücktritt der zur Zeit amtierenden Vorstandsmitglieder und Entlastung für die Ausübung ihres Amtes.

10. Rücktritt des zur Zeit amtierenden Kommissars und Entlastung für die Ausübung seines Amtes.

11. Ernennung des Vorstandsmitglieder

12. Umfassende Änderung der Gesellschaftssatzung im Hinblick auf die Übereinstimmung mit dem italienischen Recht insbesondere in Bezug auf die Dauer der Gesellschaft, die für eine unbestimmte Zeit festgelegt wird, sowie die Änderung des Gesellschaftszwecks. Der diesbezügliche Text lautet wie folgt in italienischer Sprache:

"L'oggetto della Società consiste in:

a) acquistare, vendere, importare ed esportare macchinari, attrezzature ed altri materiali destinati ad impianti e progetti nel settore dell'energia, della raffinazione petrolifera, petrolchimico e chimico, dello sviluppo petrolifero e del gas, delle infrastrutture, nonché ad altri impianti produttivi, sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto di società appartenenti al gruppo Toyo, sia in nome e per conto di consorzi, joint venture incaricate dei progetti, proprietari degli impianti e le loro relative società; b) ispezionare i macchinari, le attrezzature e gli altri materiali indicati al precedente punto a), sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto delle società ed enti indicati al precedente punto a).

La Società può in ogni caso compiere tutti gli atti e tutte le operazioni contrattuali, commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dagli amministratori per il conseguimento dell'oggetto sociale, con esclusione di attività di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma nei confronti del pubblico, nonché delle altre attività riservate di cui al D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e al D.Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58. Il tutto previa sussistenza dei requisiti eventualmente necessari ed il conseguimento delle autorizzazioni eventualmente del pari necessarie per l'esercizio di una o di parte o di tutte le attività sopraindicate. La Società potrà inoltre assumere interessenze e partecipazioni in altre società od enti aventi oggetto analogo od affine o comunque connesso al proprio, purché tale attività sia esercitata in funzione strumentale al conseguimento del proprio".

13. Erteilung der Vollmachten.

14. Streichung der Gesellschaft aus dem Luxemburger Handels- und Firmenregister nach der Eintragung im Handelsregister ("Registro delle Imprese") von Bergamo, Italien.

15. Verschiedenes

(ii) Der Alleinaktionär, sein Bevollmächtigter und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sollen auf einer Anwesenheitsliste festgehalten werden; die Anwesenheitsliste wird nach ihrer Prüfung und Unterzeichnung "ne varietur" durch den Bevollmächtigten des Aktionärs, den Mitgliedern des Büros und den Notar bleibt dieser Urkunde beigelegt und wird somit den Registrierungsbehörden vorgelegt.

Die Vollmacht des Aktionärs ist nach ihrer Unterzeichnung "ne varietur" durch die erschienenen Parteien und den Notar dieser Urkunde beigelegt und wird somit den Registrierungsbehörden vorgelegt.

(iii) Das gesamte auf dieser Versammlung vertretene Gesellschaftskapital und der vertretene Alleinaktionär erklären, dass die Versammlung rechtzeitig bekannt gegeben wurde, ihnen die Tagesordnung vor dieser Versammlung bekannt war und keine Einladungen erforderlich waren.

Diese Versammlung, auf der das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist, wurde ordentlich einberufen und kann wirksam über alle Punkte der Tagesordnung beschließen.

Im Folgenden fasste die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit die Änderung der Rechtsform der Gesellschaft, um diese von ihrer aktuellen Form einer société anonyme [Aktiengesellschaft] in eine société à responsabilité limitée [Gesellschaft mit beschränkter Haftung] gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit die Annahme des Körperschaftsnamens "Toyo Engineering Europe S.à r.l."

Dritter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit das Aktienkapital durch Löschen von 2.600 Aktien mit einem Nennwert von EUR 250,-, die jeweils vom Alleinaktionär der Gesellschaft gehalten werden, und durch Zuteilung von EUR 650.000 zur verfügbaren Rücklage um EUR 650.000,- herabzusetzen, so dass der jetzige Betrag von EUR 750.000,- auf EUR 100.000,- reduziert wird.

Vierter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, den Gegenstand der Gesellschaft und infolgedessen Artikel 4 der Gesellschaftssatzung zu ändern, der künftig folgendermaßen lautet:

" **Art. 4.** Der Gegenstand der Gesellschaft ist:

- a) Der Verkauf, Kauf, Import und Export von Maschinen, Anlagen und Materialien
- b) Die Kontrolle von Maschinen, Anlagen und Materialien, die von einem oder mehreren Dritten in Auftrag gegeben oder gekauft wurden und/oder die Beschleunigung ihrer Herstellung
- c) Das Auftreten als Vertreter oder Makler für Güter und Dienstleistungen
- d) Die Ausführung finanzieller, industrieller und kommerzieller Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit dem genannten Gesellschaftsgegenstand zusammenhängen oder dessen Verwirklichung unterstützen können
- e) Die Beteiligung an jeglichen kommerziellen, industriellen und sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen auf jegliche Art und Weise, wenn eine solche Beteiligung in einem direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Gesellschaftsgegenstand steht oder dessen Verwirklichung unterstützen kann
- f) Jegliche sonstigen Tätigkeiten in Zusammenhang mit der oben aufgeführten Geschäftstätigkeit."

Fünfter Beschluss

Infolge der vorangegangenen Beschlüsse beschließt der Alleinaktionär hiermit, dass die Satzung der Gesellschaft neu gefasst und die Satzung einer "société à responsabilité limitée" [Gesellschaft mit beschränkter Haftung] angenommen sind. Diese hat künftig folgenden Wortlaut:

"Titel I. - Bezeichnung, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung mit nur einem Gesellschafter und ihren jeweiligen Abänderungen sowie dieser Satzung unterliegt

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Körperschaftsbezeichnung Toyo Engineering Europe S.à r.l.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten beeinträchtigen, kann die Gesellschaft ihren Sitz nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend bis zum Ende dieser Ereignisse in einen anderen Staat verlegen.

Eine solche Sitzverlegung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft welche Luxemburgisch bleibt. Die Erklärung der Sitzverlegung soll Dritten durch jenes Organ der Gesellschaft bekannt gemacht werden, welches angesichts der herrschenden Umstände am besten dazu in der Lage ist.

Art. 4. Der Zweck der Gesellschaft ist:

- a) zum Kauf, Verkauf, Import und Export Maschinen, Ausrüstungen und Materialien;
- b) Zur Überprüfung Maschinen, Ausrüstungen und Materialien wie bestellt oder von der dritten Partei oder Parteien und / oder zu beschleunigen Manufacturing davon gekauft;
- c) als Vertreter oder Makler für Waren und Dienstleistungen zu handeln;
- d) über die finanziellen, industriellen und kommerziellen Tätigkeiten direkt oder indirekt führen im Zusammenhang mit diesen Zwecken oder ihrer Realisierung zu unterstützen;

e) in irgendeiner Art und Weise in allen kommerziellen, industriellen und anderen Unternehmen Luxemburgs oder ausländischer Nationalität teilnehmen, wenn eine solche Beteiligung direkt oder indirekt mit angeschlossenen oder geeignet sind, die Verwirklichung seiner Zwecke zu unterstützen;

f) alle anderen Transaktionen im Zusammenhang mit der oben Geschäft.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-) und ist eingeteilt in vierhundert (400) Anteile von zwei hundert und fünfzig Euro (EUR 250,-).

Art. 8. Solange nur ein Anteilinhaber besteht, kann dieser die Anteile frei übertragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter kann nur nach vorheriger Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Verwaltung

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet, die Gesellschafter sein können. Der (Die) Geschäftsführer wird/werden von dem alleinigen Anteilinhaber oder der Gesellschafterversammlung bestellt, die sie auch jederzeit wieder abberufen können. Die Geschäftsführer sind ermächtigt, Teilbefugnisse einem oder mehreren Bevollmächtigten zu übertragen.

Art. 11. Die Anzahl, die Amtszeit und die jeweilige Entschädigung der Geschäftsführer werden von dem alleinigen Anteilinhaber oder der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Der Posten eines Geschäftsführers gilt als zu besetzen, wenn:

- der Geschäftsführer von seinem Posten durch schriftliche Anzeige gegenüber der Gesellschaft zurücktritt, oder
- der Geschäftsführer seinen Posten kraft Gesetzes aufgeben muss oder wenn er aufgrund Gesetzes von der Eigenschaft als Geschäftsführer ausgeschlossen wird, oder
- der Geschäftsführer insolvent wird, oder Vergleich anmeldet bzw. ähnliche Abmachungen mit seinen Gläubigern trifft, oder
- der Geschäftsführer durch den alleinigen Anteilinhaber oder gegebenenfalls durch die Gesellschafterversammlung abgewählt wird.

Art. 12. Jeder Geschäftsführer ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden, fallen in den Aufgabenbereich des/der Geschäftsführer(s). Der/Die Geschäftsführer vertreten die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen gegenüber Dritten in jeder Rechtsstreitigkeit entweder als Klägerin oder Beklagte.

Art. 13. Die Gesellschaft wird rechtlich in jeder Hinsicht durch die Unterschrift eines Geschäftsführers gebunden. Dies gilt auch für den Fall, dass mehrere Geschäftsführer bestellt sind es sei denn, dass eine gesonderte Entscheidung getroffen wurde, durch welche die Zeichnungs- oder Vertretungsbefugnis nach Artikel 10 dieser Satzung durch Entscheidung des/der Geschäftsführer(s) an andere Personen delegiert wurde.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 14. Solange die Gesellschaft nur einen Anteilinhaber hat, übt dieser die Rechte der Gesellschafterversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung aus.

Alle Entscheidungen, die Kompetenzen der/des Geschäftsführer(s) überschreiten, werden von dem alleinigen Anteilinhaber oder der Gesellschafterversammlung getroffen. Solche Beschlüsse müssen schriftlich gefasst werden und werden in einem speziellen Register der Gesellschaft eingetragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter, werden die Beschlüsse in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der/des Geschäftsführer(s). Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Die Gesellschaftsversammlungen finden in Luxemburg statt.

Titel V. - Geschäftsjahr, Gewinn, Reserven

Art. 15. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am letzten Dezembertag eines jeden Jahres mit der Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welches mit der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2010 endet.

Art. 16. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Die Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellen den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, (unter 10%) vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht dem alleinigen Anteilhaber oder der Gesellschafterversammlung zur Verfügung.

Die (Der) Geschäftsführer können (kann) im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

Art. 17. Die Gesellschafterversammlung verabschiedet jedes Jahr einen Geschäftsplan, einschließlich eines Haushaltsplans, mit Blick auf das darauffolgende Jahr oder die darauf folgenden Jahre.

Titel VI. - Liquidation, Auflösung

Art. 18. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der (Die) Liquidator(en) verfügt/verfügen über die weitestgehenden Befugnisse zur Veräußerung der Aktiva und Begleichung der Verpflichtungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft sollen alle Auszahlungen, die nach dem Gesetz vorgeschrieben sind, in der Art und Weise erfolgen, wie sie von den Gesellschaftern vereinbart ist.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 19. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.”

Sechster Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt den Gesellschaftssitz, der Ort der tatsächlichen Leitung und der Hauptverwaltung der Gesellschaft wird von 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg nach Via Alzata no. 10, I-24030 Villa d'Adda (Bergamo), Italien, zu verlegen und beschließt weiterhin, dass die Gesellschaft folgemäßig die italienische Nationalität annehmen wird, und im Anschluss an ihre Eintragung im Handelsregister ("Registro delle Imprese") von Bergamo, Italien die Satzung und die Gesellschaftsform einer Società a Responsabilità Limitata, deren Organisation und Fortbestand entsprechend dem italienischen Recht erfolgt, annimmt.

Der Alleinaktionär bestätigt und erklärt ferner, dass:

- Die Gesellschaft keine Wandelanleihen ausgestellt hat und daher diesbezügliche/s Einverständnis und/oder Genehmigung der Darlehensgeber nicht erforderlich ist/sind;
- Die Gesellschaft sämtliche Vorschriften betreffend das luxemburgische Steuerrecht erfüllt und sämtliche Steuern und Erhebungen usw. entrichtet hat;
- Die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach Italien und die Annahme der italienischen Nationalität infolge der Eintragung im Handelsregister von Bergamo, Italien, weder steuerrechtlich noch gesetzlich zur Gründung einer neuen Gesellschaft führen werden, sondern im Gegenteil den Fortbestand der bestehenden Gesellschaft in Form einer Società a Responsabilità Limitata nach dem italienischen Recht umfassen.

Dieser Beschluss erfolgt entsprechend Artikel 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie seinen Abänderungsgesetzen und beruht ferner auf der Richtlinie 333 des Rates vom 17. Juli 1969 und in Übereinstimmung mit Artikel 4 und 50 des Dekrets Nr. 131 des Präsidenten der Republik vom 26. April 1986 sowie der zugehörigen Rechtsvorschriften.

Siebter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit den Körperschaftsnamen "Toyo Engineering Europe S.r.l." anzunehmen.

Achter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit aufgrund und entsprechend italienischem Recht eine Interim-Bilanz per 30. April 2011 zu genehmigen, deren Kopie als Anhang A dem vorliegenden Akt beigefügt wird.

Neunter Beschluss

Der Alleinaktionär nimmt den Rücktritt der gegenwärtigen Vorstandsmitglieder Herr Keiichi MATSUMOTO, Vorsitzender, Herr. Hiroshi KATO, geschäftsführender Direktor, Frau. Christiane SCHROEDER (geboren Zenner), Direktorin, Herrn Helmut DUERHOLT, Direktor und Herrn Kenji SOEJIMA, Direktor, zur Kenntnis und genehmigt ihn mit Wirkung vom Tag der Eintragung der Gesellschaft im Handelsregister von Bergamo, Italien. Der Alleinaktionär erteilt den ehemaligen Direktoren für die Ausübung ihres Amtes volle Entlastung.

Zehnter Beschluss

Der Alleinaktionär nimmt den Rücktritt des Kommissars zur Kenntnis und genehmigt ihn mit Wirkung vom Tag der Eintragung der Gesellschaft im Handelsregister von Bergamo, Italien. Der Alleinaktionär erteilt dem satzungsmäßigen Abschlussprüfer für die Ausübung seines Amtes volle Entlastung.

Elfter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit die Ernennung eines Vorstands, dessen Mitglieder Herr Keiichi MATSUMOTO, geboren in Japan, Fukuoka Präfektur, am 1. Januar 1953, wohnhaft in 2840023, 2-18-6, Misora Yotsukaidou, Chiba, Japan, der zum Vorstandsvorsitzenden bestellt wird, Herr Hiroshi KATO, geboren in Osaka, Japan, am 15. März 1957, wohnhaft in 3 Rue de Namur, L2211 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, der zum geschäftsführenden Direktor bestellt wird, und Frau Christiane SCHROEDER (geboren Zenner), geboren in Gilsdorf, Luxemburg, am 29. Mai 1950, wohnhaft in rue Arthur Knaff 26, L-1862 Luxembourg, sind, und die mit Wirkung vom Tag der Eintragung der Gesellschaft im Handelsregister von Bergamo, Italien, für unbestimmte Dauer ihr Mandat vorbehaltlich der Amtsenthebung oder des Rücktritts entsprechend anwendbarem italienischen Recht ausüben. Dazu werden ihnen sämtliche der unter Titel 12 der neuen italienischen Fassung der Satzung angeführten und im Folgenden gewährten Vollmachten zur gewöhnlichen und außergewöhnlichen Verwaltung erteilt.

Zwölfter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit die grundlegende Änderung der Satzung gemäß der in italienischer Sprache im Anhang B des vorliegenden Akts beigefügten Fassung, um somit zu gewährleisten, dass die Übereinstimmung mit dem italienischen Recht gesichert ist. Insbesondere beschließt er hiermit die Dauer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit festzulegen und den Gesellschaftszweck gemäß der folgenden in italienischer Sprache gefassten Formulierung zu ändern:

“L’oggetto della Società consiste in:

a) acquistare, vendere, importare ed esportare macchinari, attrezzature ed altri materiali destinati ad impianti e progetti nel settore dell’energia, della raffinazione petrolifera, petrolchimico e chimico, dello sviluppo petrolifero e del gas, delle infrastrutture, nonché ad altri impianti produttivi, sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto di società appartenenti al gruppo Toyo, sia in nome e per conto di consorzi, joint venture incaricate dei progetti, proprietari degli impianti e le loro relative società; b) ispezionare i macchinari, le attrezzature e gli altri materiali indicati al precedente punto a), sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto delle società ed enti indicati al precedente punto a). La Società può in ogni caso compiere tutti gli atti e tutte le operazioni contrattuali, commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dagli amministratori per il conseguimento dell’oggetto sociale, con esclusione di attività di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma nei confronti del pubblico, nonché delle altre attività riservate di cui al D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e al D.Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58. Il tutto previa sussistenza dei requisiti eventualmente necessari ed il conseguimento delle autorizzazioni eventualmente del pari necessarie per l’esercizio di una o di parte o di tutte le attività sopraindicate. La Società potrà inoltre assumere interessenze e partecipazioni in altre società od enti aventi oggetto analogo od affine o comunque connesso al proprio, purché tale attività sia esercitata in funzione strumentale al conseguimento del proprio”.

Ferner wird davon ausgegangen, dass sämtliche nach italienischem Recht erforderlichen Formalitäten zwecks Annahme der neuen Satzung in Übereinstimmung mit den anwendbaren italienischen Rechtsvorschriften erfolgen.

Dreizehnter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit Herr Hiroshi Kato, wie vorgenannt, Frau Barbara Mirta Ferri, geboren in Mailand, Italien am 13. November 1968, wohnhaft in Mailand, Italien, Via Monte Rosa 91, italienischer Steuerzahlercode FRRBBR68S53F205W, Herr Alexander Albrecht, geboren in La Spezia, Italien, am 26. September 1980, wohnhaft in Mailand, Italien, Via Monte Rosa 91, italienischer Steuerzahlercode LBRLND80P26E463I, und Herr Alvisé Becker, geboren in Verona, Italien, am 3. März 1976, wohnhaft in Mailand, Italien, Via Monte Rosa 91, italienischer Steuerzahlercode BCKLVS76C03L781K, als Vertreter mit Sondervollmachten zu bestellen, die gesamt und einzeln handelnd sämtliche Befugnisse zur Durchführung von sämtlichen Rechtsakten erhalten und alle Schritte unternehmen können, die von den italienischen Behörden für notwendig erachtet werden, um die Genehmigung der oben genannten Beschlüsse zu erlangen, und allgemein alle Dokumente unterzeichnen alle weiteren notwendigen Maßnahmen umsetzen können, die die zustän-

digen Behörden fordern , sowie auch gegebenenfalls Änderungen der Gesellschaftssatzung, deren Kopie als Anhang B dem vorliegenden Akt beigefügt wird.

Außerdem werden oben erwähnte Vertreter mit Sondervollmachten ermächtigt, sämtliche Rechtsakte durchzuführen und alle Dokumente, die vom Finanzministerium sowie dem Handelsregister von Bergamo, Italien und dem Handels- und Firmenregister in Luxembourg und allgemein jeder zuständigen Verwaltung verlangt werden, zu erstellen und bei entsprechenden Stellen einzureichen, so dass zunächst, einerseits der Fortbestand der Gesellschaft in der Form als eine nach italienischem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft des Typs Società a Responsabilità Limitata sowie, andererseits die Löschung der Gesellschaft in der Form als eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft des Typs société à responsabilité limitée sichergestellt wird. Vorgenannte Vertreter mit Sondervollmachten erhalten ebenfalls hiermit sämtliche Vollmachten betreffend die Übergabe einer beglaubigten Kopie des Eintragungsnachweises der Gesellschaft im Handelsregister von Bergamo, Italien um somit die Streichung der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg zu ermöglichen. Alle Dokumente über die Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg können für die Dauer von fünf Jahren am Gesellschaftssitz in Toyo Engineering Europe S.r.l., Via Alzata no. 10, I-24030 Villa d'Adda (Bergamo), Italien eingesehen werden.

Vierzehnter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, dass die Gesellschaft nach der Eintragung im Handelsregister ("Registro delle Imprese") von Bergamo , Italien aus dem Luxemburger Handels- und Firmenregister gelöscht und gestrichen wird.

Fünfzehnter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt hiermit abschließend, dass, vorbehaltlich der Erfüllung der Bedingungen in Zusammenhang mit der Verlegung des Gesellschaftssitzes und der Eintragung der Gesellschaft im Handelsregister ("Registro delle Imprese") von Bergamo, Italien, alle oben gefassten Beschlüsse angenommen werden.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Gebühren und Aufwendungen aufgrund dieser Urkunde werden auf zweitausend einhundert Euro (€ 2.100.-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der der englischen und deutschen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Wunsch der oben aufgeführten Erschienenen in Englisch verfasst wird, gefolgt von einer deutschen Version; auf Wunsch derselben Erschienenen ist bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Texte die englische Fassung maßgeblich.

Hierüber

wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Esch/Alzette ausgefertigt an dem eingangs in diesem Dokument genannten Datum.

Das Dokument wurde den erschienenen Personen vorgelesen, die dem Notar mit ihrem Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind und die diese Urkunde im Original zusammen mit dem Notar unterzeichnet haben.

Folgt die Englische Übersetzung

In the year two thousand and eleven.

On the twenty-seventh day of the month of May.

Before Maître Francis Kessler, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of the public limited company (société anonyme) "Toyo Engineering Europe", hereinafter referred to as "the Company", with registered office at 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 10490, incorporated following a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on November 10, 1972, published in the Mémorial C number 195 of November 30, 1972, whose articles of association have been amended for the last time following a deed of the same notary (Grand-Duchy of Luxembourg), on September 25, 2006, published in the Mémorial C number 2243 of November 30, 2006.

The meeting is declared open by Mr. Hiroshi KATO, Managing Director, residing at 3 rue de Namur, L-2211 Luxembourg, acting as chairman, and appointing Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally at Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, as secretary of the meeting.

The meeting appoints as scrutineer Madame Maria SANTIAGODE SOUSA, private employee, residing professionally at Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

(ii) That the agenda of the meeting is the following:

1. Change of the legal form of the Company in order to transform it from its current form of a société anonyme into a société à responsabilité limitée pursuant to the article 3 of the amended law of August 10, 1915, on commercial companies.

2. Adoption of the corporate name “Toyo Engineering Europe S.à r.l.”.

3. Decrease of the share capital to the extent of EUR 650,000.- in order to reduce its present amount from EUR 750,000.- to EUR 100,000.- by the cancellation of 2,600 shares with a nominal value of EUR 250.- each held by the Sole Shareholder of the Company, and by the allocation of EUR 650,000 to the available reserve.

4. Amendment of the corporate object of the Company and as a result, amendment to article 4 of the articles of association of the Company.

5. As a consequence of the foregoing resolutions, restatement of the articles of association of the Company and adoption by the latter of the articles of association of a private limited liability company “société à responsabilité limitée”.

6. Transfer of the registered office, place of effective management and the central administration of the Company from 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg to Via Alzata no. 10, I24030 Villa d’Adda (BG), Italy, and adoption by the Company of the Italian nationality, following its registration with the Registrar of Companies of Bergamo (“Registro delle Imprese”), Italy.

7. Adoption of the corporate name “Toyo Engineering Europe S.r.l.”.

8. Approval of the interim accounting situation as of 30 April 2011 on basis of the Italian Law.

9. Resignation of the directors currently in office and discharge for the performance of their mandate.

10. Resignation of the statutory auditor currently in office and discharge for the performance of its mandate.

11. Appointment of a board of directors.

12. Integral change to the articles of association of the Company in order to comply with the Italian law and in particular, determination of the duration of the Company for an indefinite period of time and change of the corporate purpose, which in Italian language, will be the following:

“L’oggetto della Società consiste in:

a) acquistare, vendere, importare ed esportare macchinari, attrezzature ed altri materiali destinati ad impianti e progetti nel settore dell’energia, della raffinazione petrolifera, petrolchimico e chimico, dello sviluppo petrolifero e del gas, delle infrastrutture, nonché ad altri impianti produttivi, sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto di società appartenenti al gruppo Toyo, sia in nome e per conto di consorzi, joint venture incaricate dei progetti, proprietari degli impianti e le loro relative società; b) ispezionare i macchinari, le attrezzature e gli altri materiali indicati al precedente punto a), sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto delle società ed enti indicati al precedente punto a).

La Società può in ogni caso compiere tutti gli atti e tutte le operazioni contrattuali, commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dagli amministratori per il conseguimento dell’oggetto sociale, con esclusione di attività di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma nei confronti del pubblico, nonché delle altre attività riservate di cui al D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e al D.Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58. Il tutto previa sussistenza dei requisiti eventualmente necessari ed il conseguimento delle autorizzazioni eventualmente del pari necessarie per l’esercizio di una o di parte o di tutte le attività sopraindicate. La Società potrà inoltre assumere interessenze e partecipazioni in altre società od enti aventi oggetto analogo od affine o comunque connesso al proprio, purché tale attività sia esercitata in funzione strumentale al conseguimento del proprio”.

13. Granting of powers.

14. Cancellation of the Company from the Luxembourg Trade and Companies Register upon its registration with the Registrar of Companies (“Registro delle Imprese”) of Bergamo, Italy.

15. Sundry.

(ii) That the sole shareholder, its proxy holder and the number of the shares held by it are shown on an attendancelist; this attendancelist after having been checked and signed "ne varietur" by the proxy holder of the shareholder, the bureau of the meeting and the notary, will be kept at the latter’s office.

The proxy of the shareholder, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That, the whole corporate capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting took unanimously the following resolution:

First resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to change the legal form of the Company in order to transform it from its current form of a société anonyme into a société à responsabilité limitée pursuant to the article 3 of the amended law of August 10, 1915, on commercial companies.

Second resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to adopt the corporate name “Toyo Engineering Europe S.à r.l.”.

Third resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to decrease the share capital of the company to the extent of EUR 650,000.- in order to reduce its present amount from EUR 750,000.- to EUR 100,000.- by the cancellation of 2,600 shares with a nominal value of EUR 250.- each held by the Sole Shareholder of the Company, and by the allocation of EUR 650,000 to the available reserve.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the corporate object of the Company and as a result to amend the article 4 of the articles of association of the Company which will have henceforth the following wording:

“ **Art. 4.** The purpose of the Company is:

- a) To purchase, sell, import and export machinery, equipment, and materials;
- b) To inspect machinery, equipment, and materials as ordered or purchased by the third party or parties and/or to expedite the manufacturing thereof;
- c) to act as an agent or broker for goods and services;
- d) to carry on any financial, industrial and commercial activities directly or indirectly in relation with such purposes or likely to assist its realization;
- e) to participate in any manner in all commercial, industrial and other enterprises of Luxembourg or foreign nationality if such a participation is connected directly or indirectly with or likely to assist the realization of its purpose;
- f) all other transactions related to the above business.”.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder hereby resolves that the articles of association of a private limited liability company “société à responsabilité limitée” are adopted and these will have henceforth the following wording:

“Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby established a «société à responsabilité limitée» which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time, the law of September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and the law of December 28, 1992 on unipersonal limited liability companies as well as by the present articles of association.

Art. 2. The corporate name of the company is Toyo Engineering Europe S.à r.l.

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg-City. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company that is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The purpose of the Company is:

- a) To purchase, sell, import and export machinery, equipment, and materials;
- b) To inspect machinery, equipment, and materials as ordered or purchased by the third party or parties and/or to expedite the Manufacturing thereof;
- c) to act as an agent or broker for goods and services;
- d) to carry on any financial, industrial and commercial activities directly or indirectly in relation with such purposes or likely to assist its realization;
- e) to participate in any manner in all commercial, industrial and other enterprises of Luxembourg or foreign nationality if such a Participation is connected directly or indirectly with or likely to assist the realization of its purpose;
- f) all other transactions related to the above business.

Art. 5. The company is established for an unlimited period.

Art. 6. The bankruptcy or the insolvency of the sole member or, as the case may be, of one of the members does not trigger the dissolution of the company.

Title II. - Capital - Corporate units

Art. 7. The capital of the company is fixed at one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) divided into four hundred (400) corporate units of two hundred and fifty euro (EUR 250.-) each.

Art. 8. Corporate units can be freely transferred by the sole member, as long as there is only one member.

In case there is more than one member, corporate units are freely transferable among members. Transfers of corporate units inter vivos to non-members may only be made with the prior approval of members representing at least three-quarters of the corporate capital.

For all other matters pertaining to transfers of units, reference is made to Articles 189 and 190 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Art. 9. A member as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a member cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several managers, whether members or not, who are appointed by the sole member or, as the case may be, by the general meeting of the members, which may at any time remove any or all of them; Each manager may give special powers for certain matters to one or more proxy-holders.

Art. 11. The number of managers, their term of office and their remuneration are fixed by the sole member or, as the case may be, by the general meeting of the members.

The office of a manager shall be vacated if:

- he resigns his office by notice to the company, or
- he ceases by virtue of any provision of the law or he becomes prohibited, or disqualified by law from being a manager, or
- he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or
- he is removed from office by resolution of the sole member or, as the case may be, by the general meeting of the members.

Art. 12. Each manager is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful to the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by law to the general meeting. Each manager represents the company towards third parties and any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by a manager.

Art. 13. The company will be bound in any circumstances by the signature of one manager even in case that several managers have been appointed unless special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the manager(s) pursuant to article 10 of the present articles of association.

Title IV. - General meeting of members

Art. 14. The sole member shall exercise all the powers vested in the general meeting of the members under section XII of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole member or, as the case may be, by the general meeting of the members. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one member, decisions of members shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the management. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the members representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of members shall be held in Luxembourg.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 15. The accounting year of the company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the incorporation of the company and shall terminate on the 31st of December 2010.

Art. 16. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company together with a balance sheet and a profit and loss account shall be prepared.

The revenues of the company, deduction made of general expenses and charges, amortization and provisions constitute the net profit.

After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortization, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this

deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the corporation.

The balance is at the disposal of the sole member or of the general meeting of members, as the case may be.

Interim dividends may be distributed by the manager(s) in compliance with the conditions provided for by law.

Art. 17. Each year, the sole member or the general meeting of members, as the case may be, shall adopt a business plan in respect of the forthcoming year(s), which shall include a budget.

Title VI. - Liquidation - Dissolution

Art. 18. In case of dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be members, designated by the sole member or, as the case may be, by the meeting of members in accordance with the majority condition set out under Article 142 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

In the event of a liquidation distributions shall be made, subject to law, in such manner as agreed by the members as the case may be.

Title VII. - Varia

Art. 19. The parties refer to the existing legal provisions for all matters not provided for in the present articles of incorporation.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to transfer the registered office, the place of effective management and the central administration of the Company from 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg to Via Alzata no. 10, I-24030 Villa d'Adda (Bergamo), Italy, and, as a consequence, furthermore resolves that the Company shall adopt the Italian nationality, the articles of association and the corporate form of a Società a Responsabilità Limitata, organized and existing under the laws of Italy, following its registration with the Registrar of Companies (“Registro delle Imprese”) of Bergamo, Italy.

The Sole Shareholders further acknowledges and declares that:

- the Company has not issued convertible bonded loans and therefore the consent and/or approval of the bondholders is not required;

- the Company is in full compliance with all applicable Luxembourg tax provisions and has paid all relevant tax, levy, etc.;

- the transfer of the legal seat to Italy and the adoption of the Italian nationality as a consequence of the registration with the Registrar of Companies of Bergamo, Italy, will not cause, from a tax and legal stand point, the establishment of a new company but will conversely constitute a continuation of the existence of the Company in the form of Società a Responsabilità Limitata under the laws of Italy.

It is acknowledged that such a resolution is adopted in compliance with article 199 of the law of August 10, 1915 on commercial companies and following amendments and furthermore is based on Directive of ECC Council of July 17, 1969, n° 333 and in accordance with articles 4 and 50 of Presidential Decree n. 131 of April 26, 1986 and related provisions.

Seventh resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to adopt the corporate name of “Toyo Engineering Europe S.r.l.”.

Eighth resolution

The Sole Shareholder hereby resolves, as provided for by and in accordance with Italian law, to approve an interim accounting situation of the Company as of 30 April 2011, a copy of which is attached hereto as Annex A.

Ninth resolution

The Sole Shareholder takes note of and accepts the resignation of the current members of the Board of Directors, namely Mr. Keiichi MATSUMOTO, Chairman, Mr. Hiroshi KATO, Managing Director, Ms. Christiane SCHROEDER (born Zenner), Director, Mr. Helmut DUERHOLT, Director and Mr. Kenji SOEJIMA, Director, effective as of the date of the registration of the Company with the Registrar of Companies of Bergamo, Italy. Full and entire discharge is given by the Sole Shareholder to the latter Directors for the performance of their mandate.

Tenth resolution

The Sole Shareholder takes note of and accepts the resignation of the statutory auditor, effective as of the registration of the Company with the Registrar of Companies of Bergamo, Italy. Full and entire discharge is given by the Sole Shareholder to the latter for the performance of its mandate.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to appoint, effective as of the date of registration of the Company with the Registrar of Companies of Bergamo, Italy, for an indefinite period of time unless revoked or resigned, in compliance with applicable Italian laws, a board of directors whose members shall be Mr. Keiichi MATSUMOTO, born in Japan, Fukuoka Prefecture, on January 1, 1953, resident in 284-0023, 2-18-6, Misora Yotsukaidou, Chiba, Japan, with the role of Chairman, Mr. Hiroshi KATO, born in Osaka, Japan, on 15 March 1957, resident in 3 Rue de Namur, L-2211 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg with the role of Managing Director, and Ms. Christiane SCHROEDER (born Zenner), born in Gilsdorf, Luxembourg, on May 29, 1950, resident in rue Arthur Knaff 26, L-1862 Luxembourg granting them with any and all powers of ordinary and extraordinary management as set forth in Section 12 of the new Italian articles of association to be adopted hereunder.

Twelfth resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to integrally change the articles of association of the Company in the form, in Italian language, attached hereto under Annex B, so to have the same compliant with the Italian law and, in particular, hereby resolves to set the duration of the Company for an indefinite period time and to modify the corporate purpose, which in Italian language, will be the following:

“L’oggetto della Società consiste in:

a) acquistare, vendere, importare ed esportare macchinari, attrezzature ed altri materiali destinati ad impianti e progetti nel settore dell’energia, della raffinazione petrolifera, petrolchimico e chimico, dello sviluppo petrolifero e del gas, delle infrastrutture, nonché ad altri impianti produttivi, sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto di società appartenenti al gruppo Toyo, sia in nome e per conto di consorzi, joint venture incaricate dei progetti, proprietari degli impianti e le loro relative società;

b) ispezionare i macchinari, le attrezzature e gli altri materiali indicati al precedente punto a), sia in nome e per conto proprio, sia in nome e per conto delle società ed enti indicati al precedente punto a). La Società può in ogni caso compiere tutti gli atti e tutte le operazioni contrattuali, commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dagli amministratori per il conseguimento dell’oggetto sociale, con esclusione di attività di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma nei confronti del pubblico, nonché delle altre attività riservate di cui al D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e al D.Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58. Il tutto previa sussistenza dei requisiti eventualmente necessari ed il conseguimento delle autorizzazioni eventualmente del pari necessarie per l’esercizio di una o di parte o di tutte le attività sopraindicate. La Società potrà inoltre assumere interessenze e partecipazioni in altre società od enti aventi oggetto analogo od affine o comunque connesso al proprio, purché tale attività sia esercitata in funzione strumentale al conseguimento del proprio”.

It is further understood that all formalities provided for by Italian law shall be performed for purposes of adopting the new articles of association in compliance with all applicable Italian law provisions

Thirteenth resolution

The Sole Shareholder hereby resolves to appoint Mr. Hiroshi Kato, as above identified, Ms. Barbara Mirta Ferri, born in Milan, Italy, on November 13, 1968 domiciled in Milan, Italy, Via Monte Rosa 91, Italian taxpayer code FRRBBR68S53F205W, Mr. Alexander Albrecht, born in La Spezia, Italy, on September 26, 1980, domiciled in Milan, Italy, Via Monte Rosa 91, Italian taxpayer code LBRLND80P26E463I, and Mr. Alvise Becker, born in Verona, Italy, on March 3, 1976, domiciled in Milan, Italy, Via Monte Rosa 91, Italian taxpayer code BCKLVS76C03L781K, as special attorneys, granting them, jointly and severally, with any and all powers to execute all acts and take all actions that might be required by Italian authorities in order to gain approval of the resolutions reported above and, in general, to sign all documents and execute whatever might be required by competent authorities, including the possible amendment to the articles of association attached hereto under Annex B. Furthermore, the above-mentioned special attorneys are hereby authorized to perform all acts and to execute and submit any documents requested by the Italian Minister of Finance, by the Registrar of Companies of Bergamo, Italy, by the Trade and Companies Register in Luxembourg and, in general, by any other authorities involved, so to assure, on the one hand, the continuation of the existence of the Company in the form of Società a Responsabilità Limitata organized and existing under the laws of Italy and, on the other hand, its termination in the form of société à responsabilité limitée organized and existing under the laws of the Luxembourg. In addition, the foregoing special attorneys are hereby granted with any and all powers in order to transmit an authenticated copy of the document proving the registration of the Company with the Registrar of Companies of Bergamo, Italy, so to permit the cancellation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

All documents relating to the Company in the Grand Duchy of Luxembourg shall, for a period of five years, remain available at the registered office of Toyo Engineering Europe S.r.l., Via Alzata no. 10, I-24030 Villa d’Adda (Bergamo), Italy.

Fourteenth resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company will be removed and cancelled from the Luxembourg Trade and Companies Register upon its registration with the Registrar of Companies (“Registro delle Imprese”) of Bergamo, Italy.

Fifteenth resolution

The Sole Shareholder finally hereby resolves that the resolutions adopted above are subject to the condition precedent of the transfer of the legal seat and of the registration of the Company with the Registrar of Companies ("Registro delle Imprese") of Bergamo, Italy.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges to be borne by the present deed are estimated at two thousand one hundred euro (€ 2,100.-).

Declaration

The undersigned notary who knows English and German, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary this original deed.

Signé: Kato, Conde, Maria Santiago, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juin 2011. Relation: EAC/2011/7355. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €
Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011125488/628.

(110144074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2011.

Lone Star Capital Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 91.796.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100261/10.

(110114514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Loria International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 139.323.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100263/10.

(110114527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Libo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 59.814.

Les comptes consolidés de la société mère Saint-Paul Luxembourg S.A. (R.C.S.L. numéro B.147973) au 31.12.2010, et les déclarations de l'article 70 L.R.C. sur l'exemption à la publicité des comptes annuels de la société filiale au 31.12. 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100269/12.

(110114597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Lion Retail Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8281 Kehlen, 51, rue d'Olm.

R.C.S. Luxembourg B 159.001.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'administration communale de Kehlen que le numéro d'adresse attribué à la Société est modifié.

La Société s'est vue attribuer le numéro 51. L'adresse du siège social devient donc 51 rue d'Olm Z.I. L-8281 Kehlen. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011100259/14.

(110114656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Marelo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 128.657.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

MARELO S.A.

Référence de publication: 2011100293/11.

(110114593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Mauboussin SAS, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Basseur.

R.C.S. Luxembourg B 144.353.

—
Le bilan français au 31 décembre 2010 de la société mère MAUBOUSSIN SAS, 20, place Vendôme F-75001 Paris a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011100296/12.

(110113762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

SunEd Reserve Luxco Holdings III, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 161.460.

—
In the year two thousand and eleven, on the twenty-second day of June,

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of SunEd Reserve Luxco Holdings III, a société à responsabilité limitée (private limited liability company), duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, Boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number B 161.460 (the "Company").

The Company was incorporated by a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 24, 2011 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

SunEdison Reserve International, L.P., an exempted limited partnership duly formed and validly existing under the laws of Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87, Mary Street, PO Box 908 GT, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, the Cayman Islands, registered with the Registrar of the Cayman Islands under number 44010 (the "Sole Shareholder");

Represented by Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 12,500 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Creation of ten classes of shares;
2. Reallocation of the existing shares between the ten classes of shares of the Company;
3. Amendment to article 10 of the articles of association of the Company in order to set the conditions for the redemption of a whole class of shares;
4. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 1,000 so as to raise it from EUR 12,500 to EUR 13,500 by the creation and the issuance of 100 shares in each class of shares A to J, with a nominal value of EUR 1 each, subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 3,485,136;
5. Subscription, allocation, intervention and payment of 100 shares in each class of shares A to J, with a nominal value of EUR 1 each, by a contribution in kind by SunEdison Reserve International, L.P.;
6. Subsequent amendment of articles 6 and 7 of the articles of association of the Company in order to reflect the foregoing resolutions; and
7. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to create ten classes of shares namely Class A to J Shares entitling their holder(s) to the same voting and financial rights.

Second resolution

It is resolved that the 12,500 existing shares of the Company be reallocated between the ten classes of shares as follows: 1,250 shares in each class of shares A to J.

Third resolution

It is resolved to amend article 10 of the articles of association of the Company in order to set the conditions to be fulfilled by the Company for the redemption of a whole class of shares as follows:

“ **Art. 10.** The Company shall be able to redeem each of Class A to Class J Shares, in the framework of a decrease of its subscribed capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

- a whole class of shares has to be redeemed;
- the redemption price of each redeemed share shall be calculated by dividing (i) a certain amount to be determined by the sole manager or the board of managers as the case may be or (ii) as a maximum the amount of the Available Amount (as defined below) by the number of shares in issue in the class of shares to be redeemed;
- the Available Amount shall be determined by the sole manager or the board of managers as the case may be and approved by the general meeting of shareholders on the basis of interim accounts of the Company. Said interim accounts of the Company will be prepared based on a date which is not earlier than eight days from the date of the decrease of share capital and the cancellation of the shares of the relevant class. The Available Amount shall be equal to the total net profits of the Company, including any carried forward profits ("P") (i) less any losses including carried forward losses ("L") (ii) plus any freely distributable share premium (up to the amount of L) as well as any other freely distributable reserves ("SR") less (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of the articles at the time of determination ("LR"). Such Available Amount is expressed in the following equation: $P-L+SR-LR$;
- the redemption shall be carried out by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital;
- the redeemed shares shall be cancelled following the decrease of the share capital.”

Fourth resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 1,000 (one thousand Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 13,500 (thirteen thousand five hundred Euros) by the issuance of the following shares with a nominal value of EUR 1 each:

- 100 Class A Shares;
 - 100 Class B Shares;
 - 100 Class C Shares;
 - 100 Class D Shares;
 - 100 Class E Shares;
 - 100 Class F Shares;
 - 100 Class G Shares;
 - 100 Class H Shares;
 - 100 Class I Shares; and
 - 100 Class J Shares.
- (the “New Shares”).

Fifth resolution

It is resolved to:

- accept the subscription by the Sole Shareholder to the increase of capital of EUR 1,000 (one thousand Euros) and the payment of the global share premium of EUR 3,485,136 (three million four hundred eighty-five thousand one hundred thirty-six Euro) by a contribution in kind consisting of a receivable of an amount of EUR 3,486,136 (three million four hundred eighty-six thousand one hundred thirty-six Euro) it holds against the Company (the “Receivable);

- allocate the global share premium as follows:

* up to an amount of EUR 1,350 (one thousand three hundred fifty Euros) to an undistributable item of the balance sheet of the Company as legal reserve; and

* up to an amount of EUR 3,483,786 (three million four hundred eighty three thousand seven hundred eighty six Euros) to a distributable item of the balance sheet of the Company as share premium.

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder declared to subscribe to the above mentioned increase of capital up to an amount of EUR 1,000 (one thousand Euros) subject to the payment of a global share premium of EUR 3,485,136 (three million four hundred eighty-five thousand one hundred thirty-six Euro) by subscribing to the New Shares of the Company, to be fully paid up by contributing the Receivable.

Evaluation

The value of the Receivable is set at EUR 3,486,136 (three million four hundred eighty-six thousand one hundred thirty-six Euro).

Such contribution has been valued by all the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value, which has been produced to the notary.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the contribution has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution

The Sole Shareholder, contributor represented as stated here-above, expressly declares that:

- (i) the Receivable is certain, liquid and payable;
- (ii) it is the sole legal owner of the Receivable;
- (iii) the Receivable is free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (iv) the Receivable is not the object of a dispute or claim;
- (v) the Receivable is freely transferable with all the rights attached thereto;
- (vi) all formalities subsequent to the transfer of the Receivable required under any applicable law have or will be carried out in order for the contribution to be valid anywhere and towards any third party.

Managers' intervention

Thereupon intervened:

Mr. Mark B. Florian, Mr. Adi J. Blum, Mr. Hugo Froment and Mr. David Catala, acting as managers of the Company, each of them being here represented by Régis Galiotto, prenamed by virtue of a power of attorney.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their liabilities, engaged as managers of the Company by reason of the contribution in kind described above, expressly agreed with the description of the contribution in kind, with its valuation and with the effective transfer of the Receivable, and confirmed the validity of the subscription.

The documentation related to the true and unconditional transmission of the Receivable has been considered convincing and sufficient and the contribution is therefore effectively implemented.

Sixth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend articles 6 and 7 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The Company’s share capital is set at EUR 13,500 (thirteen thousand five hundred Euro) divided into ten classes of shares consisting of:

- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class A shares (the “Class A Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class B shares (the “Class B Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class C shares (the “Class C Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class D shares (the “Class D Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class E shares (the “Class E Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class F shares (the “Class F Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class G shares (the “Class G Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class H shares (the “Class H Shares”);
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class I shares (the “Class I Shares”); and
- 1,350 (one thousand three hundred fifty) class J shares (the “Class J Shares”);

All these 13,500 shares have a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, and are fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.”

“ **Art. 7. Voting Rights.** Each share whatever its class, is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder’s ownership of shares.”

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about three hundred two hundred Euros (3,200.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person through its attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mil onze, le vingt-deuxième jour du mois de juin,

Par-devant Nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l’associé unique de la société SunEd Reserve Luxco Holdings III, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.460 (la «Société»).

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 mai 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

SunEdison Reserve International, LP, une société du droit des Iles Cayman, ayant son siège social c/o Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87, Mary Street, PO Box 908 GT, George Town, Grand Cayman KY19005, Iles Cayman, immatriculée auprès du Registrar of the Cayman Islands sous le numéro 44010 (l’«Associé Unique»),

ici représentée par Régis Galiotto, cleric de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être enregistrées avec ce dernier.

Les 12.500 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

L'Associé Unique représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Création de dix classes de parts sociales;
 2. Réallocation des parts sociales existantes entre les dix classes de parts sociales de la Société;
 3. Modification de l'article 10 des statuts de la Société afin d'établir les conditions requises pour procéder au rachat d'une classe entière de parts sociales;
 4. Augmentation du capital de la Société à concurrence d'un montant de 1.000 EUR pour le porter de son montant actuel de 12.500 EUR à 13.500 EUR par la création et l'émission de 100 parts sociales dans chacune des classes de parts sociales A à J d'une valeur nominale de EUR 1 chacune moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 3.485.136 EUR;
 5. Souscription, allocation, intervention et paiement des 100 parts sociales dans chacune des classes de parts sociales A à J d'une valeur nominale de EUR 1 chacune, par un apport en nature de SunEdison Reserve International, L.P.;
 6. Modification subséquente des articles 6 et 7 des statuts de la Société en vue de refléter les résolutions précédentes;
- et
7. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de créer dix classes de parts sociales, respectivement les Parts Sociales de Classe A à J conférant au(x) porteur(s) de part dans ces classes des droits de vote et financiers identiques.

Deuxième résolution

Il est décidé que les 12.500 parts sociales existantes de la Société soient redistribuées entre les dix classes de Parts Sociales comme suit: 1.250 parts sociales dans chacune des classes de Parts Sociales A à J.

Troisième résolution

Il est décidé de modifier comme suit l'article 10 des statuts de la Société afin d'établir les conditions pour que la Société puisse procéder au rachat d'une classe entière de parts sociales:

« **Art. 10.** La Société peut procéder au rachat des classes A à J, dans le cadre d'une réduction de son capital souscrit par annulation des parts rachetées et conformément aux modalités et conditions suivantes:

- une classe de parts sociales doit être rachetée entièrement;
- le prix de rachat de chaque part sociale rachetée sera calculé en divisant (i) un certain montant qui sera déterminé par le gérant ou le conseil de gérance le cas échéant, ou (ii) au maximum le Montant Disponible (tel que défini ci-après) par le nombre de parts sociales émises dans la classe de parts sociales rachetée et annulée;
- le Montant Disponible sera déterminé par le gérant ou le conseil de gérance le cas échéant, et sera approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base d'un état financier intérimaire de la Société. Cet état financier sera établi à une date qui ne sera pas antérieure de plus de 8 jours à la date de la réduction de capital et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée. Le Montant Disponible sera égal à la somme des bénéfices nets de la Société, incluant les bénéfices reportés («P») (i) moins les pertes incluant les pertes reportées («L») (ii) plus toute prime d'émission librement distribuable (à hauteur du montant de L) ainsi que toute autre réserve librement distribuable («SR») moins (ii) toute somme qui doit être allouée à une réserve en application de la loi ou des statuts à la date de détermination («LR»). Ce Montant Disponible est exprimé par l'équation suivante: $P - L + SR - LR$;
- le rachat sera décidé par une résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société;
- les parts sociales rachetées seront annulées immédiatement après la réduction du capital social.»

Quatrième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 1.000 EUR (mille euro) pour le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 13.500 EUR (treize mille cinq cents Euros) par la création et l'émission des parts sociales suivantes ayant chacune une valeur nominale de EUR 1 (un euro):

- 100 Parts Sociales de Classe A;

- 100 Parts Sociales de Classe B;
 - 100 Parts Sociales de Classe C;
 - 100 Parts Sociales de Classe D;
 - 100 Parts Sociales de Classe E;
 - 100 Parts Sociales de Classe F;
 - 100 Parts Sociales de Classe G;
 - 100 Parts Sociales de Classe H;
 - 100 Parts Sociales de Classe I; et
 - 100 Parts Sociales de Classe J;
- (les «Nouvelles Parts Sociales»).

Cinquième résolution

Il est décidé:

- d'accepter la souscription par l'Associé Unique à l'augmentation de capital de 1.000 EUR (mille Euros) et le paiement d'une prime d'émission globale de 3.485.136 EUR (trois millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille cent trente-six euro) au moyen de l'apport en nature d'une créance d'un montant de 3.486.136 EUR (trois millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent trente-six euro) qu'il détient contre la société (la «Créance»);

- d'allouer la prime d'émission globale comme suit:

* un montant de 1.350 EUR (mille trois cent cinquante Euros) à un poste non distribuable du bilan en tant que réserve légale; et

* un montant de 3.483.786 EUR (trois millions quatre cent quatre-vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-six Euros) à un poste distribuable du bilan en tant que prime d'émission.

Intervention - Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a déclaré souscrire à l'augmentation de capital susmentionnée d'un montant de 1.000 EUR (mille Euros) moyennant le paiement d'une prime d'émission globale de 3.485.136 EUR (trois millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille cent trente-six Euros) en souscrivant aux Nouvelles Parts Sociales, la totalité devant être entièrement libérée par apport de la Créance.

Evaluation

La valeur de la Créance a été fixée à 3.486.136 EUR (trois millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent trente-six Euros).

Cet apport a été évalué par tous les gérants de la Société, conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport qui a été fournie au notaire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'apport

L'Associé Unique, apporteur représenté comme indiqué ci-dessus, déclare expressément que:

- (i) la Créance est certaine, liquide et exigible;
- (ii) il est seul propriétaire de la Créance;
- (iii) la Créance est libre de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (iv) la Créance ne fait l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (v) la Créance est librement transférable, avec tous les droits y attachés; et
- (vi) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert de la Créance requise en vertu toute loi applicable sera accompli afin que l'apport de la Créance soit valable en tout lieu et à l'égard de tout tiers

Intervention des gérants

Ci-après sont intervenus:

M. Mark B. Florian, M. Adi J. Blum, M. Hugo Froment and M. David Catala, agissant en leur qualité de gérants de la Société, chacun étant représenté par Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration,

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité de gérants de la Société engagée en raison de l'apport en nature décrit ci-dessus, chacun d'eux accepte expressément la description de l'apport en nature, son évaluation, et le transfert effectif de la Créance, et confirme la validité de la souscription et du paiement.

La documentation relative à la transmission effective et inconditionnelle de la Créance apportée a été considérée comme convaincante et suffisante et en conséquence l'apport est effectivement réalisé.

Sixième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent il est décidé de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à EUR 13.500 (treize mille cinq cents Euro) divisé en dix classes de parts sociales ainsi composées:

- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»);
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I»); et
- 1.350 (mille trois cent cinquante) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J»).

L'ensemble des 13.500 parts sociales ont une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, et sont entièrement libérées.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société».

« **Art. 7. Droits de Vote.** Chaque part sociale, quelque soit sa classe, confère un droit de vote identique et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel au nombre de parts qu'il détient.».

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui doivent être mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ trois mille deux cents Euros (3.200,- Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la comparante représentée par son mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juillet 2011. Relation: LAC/2011/29891. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100388/317.

(110113682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Medacta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 62.571.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 7 juillet 2011 que la société Deloitte S.A. a été renommée en tant que réviseur d'Entreprises de la Société et que son mandat viendra à échéance lors de l'approbation des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100297/13.

(110114346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Medacta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 62.571.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100298/11.

(110114347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Metaform S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 92.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100299/10.

(110114569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Modeba Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2432 Luxembourg, 1, place de Roedgen.

R.C.S. Luxembourg B 135.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011100308/10.

(110114264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 140.106.

*Extrait des résolutions prises par la société
mère de la Succursale en date du 25 juillet 2011*

Par les résolutions du 25 juillet 2011, la société mère de la Succursale a décidé:

- D'accepter la nomination de M. Jan Vanhoutte, né le 31 mars 1976 à Hanau en Allemagne, demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que représentant permanent de la Succursale, prenant effet le 21 juin 2011;

- D'accepter la démission de M. Mark Hatherly en tant que représentant permanent de la Succursale, prenant effet le 30 juin 2011.

En conséquence, le conseil de Gérance de la Société se compose de:

- M. Rolf Althen, Représentant permanent, demeurant professionnellement au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg;

- M. Jan Vanhoutte, Représentant permanent, demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011103913/21.

(110119420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2011.
